

DE LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE À LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

Analyse du processus de mutation militante à partir d'une trajectoire organisationnelle nationaliste

Humberto Cucchetti

ARPoS | « Pôle Sud »

2015/1 n° 42 | pages 87 à 104

ISSN 1262-1676

ISBN 9782918036203

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-pole-sud-2015-1-page-87.htm>

Pour citer cet article :

Humberto Cucchetti, « De la nouvelle action française à la nouvelle action royaliste. Analyse du processus de mutation militante à partir d'une trajectoire organisationnelle nationaliste », *Pôle Sud* 2015/1 (n° 42), p. 87-104.

Distribution électronique Cairn.info pour ARPoS.

© ARPoS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

ARENA

DE LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE À LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE.

Analyse du processus de mutation militante à partir d'une trajectoire organisationnelle nationaliste

Humberto Cucchetti

CEIL-CONICET

hcucche@gmail.com

hcucchetti@ceil-conicet.gov.ar

RÉSUMÉ / ABSTRACT

Les transformations qui se sont produites au sein du militantisme ont fait l'objet d'une diversité d'analyses et d'explications. Cette problématique est ici abordée à partir de l'analyse d'un cas concret : celui de la Nouvelle Action française, fondée en 1971, devenue en 1978 la Nouvelle Action royaliste. Le choix d'une échelle d'analyse réduite tant du point de vue de l'objet empirique que de son développement temporel, donne accès aux événements, aux enjeux et aux difficultés qui poussent une organisation nationaliste à modifier les dispositifs et les espaces de la pratique militante. L'analyse d'un cas concret d'engagement militant permet d'analyser le politique non pas tant à partir de ses variables idéologiques que sur la base d'un ensemble de pratiques, d'obstacles et de conflits qui traversent la vie militante d'une organisation. On se situe au point d'articulation entre, d'une part, un processus de maturation générationnelle des acteurs du militantisme radical qui, d'autre part, se déroule dans un contexte général qui tend à limiter de plus en plus les phénomènes de radicalisation politique. Si le passage du militantisme radical vers les réseaux associatifs peut illustrer de manière simpliste ce processus de transformation, la mutation des tissus militants constitue un phénomène devant être analysé en fonction des spécificités de chaque objet.

The transformations occurred in the phenomenon of activism have deserved several studies and explanations. The present work proposes to address these problems considering a very concrete case: the Nouvelle Action française, founded in 1971, which became the Nouvelle Action royaliste in 1978. The choice of this double scale, at the level of the selected empirical object as well as at the level of temporal delimitation, makes it possible to consider the events, enjeux and difficulties that lead a nationalist organization to change its devices and spaces of activism. In this way, the study of an activist compromise in a concrete case enables a political analysis which is not based on its ideological variables but on a whole set of practices, difficulties and conflicts present in the activist life of an organization. So there is an articulation between the generational maturing of the actors involved in a radical activism and a broader context where the political radicalization finds increasing limits. If the passage from a radical activism to association networks could constitute a simplistic formula that summarizes the process, the mutation of activism becomes a phenomenon that merits an investigation according to the peculiarities of every case analyzed.

MOTS-CLÉS / KEYWORDS

Action française, militantisme radical, nationalisme français, réseaux associatifs

Action française, associative networks, French nationalism, radical activism

La question des mutations du militantisme a constitué l'un des objets centraux de la sociologie de l'engagement politique au cours de ces dernières années (Perrineau, 1995 ; Ion, 1997 ; Collovald, 2002). Pour l'essentiel, les groupes et les individus qui ont été observés relèvent du champ politique ou syndical issu des gauches françaises. En revanche, on s'est peu intéressé aux évolutions du militantisme dans les mouvements de la droite radicale – autrefois très actifs, notamment dans les années 1960 et 1970. On peut ainsi se demander si, en ce qui concerne ces mouvements, d'éventuelles mutations sont intervenues au sein d'une même génération de militants, voire au niveau d'individus, ou si une nouvelle génération a fait son apparition. Dans cette perspective, recourir à l'analyse des trajectoires organisationnelles peut s'avérer utile. La réduction de l'échelle analytique facilite la compréhension de la façon dont l'engagement militant s'est construit et modifié à partir de conglomerats sociopolitiques spécifiques et d'une chronologie plus délimitée ; ce qui doit permettre de repérer les conditions dans lesquelles le sens de la militance politique a pu être éventuellement redéfini. Dans cette optique, nous allons nous intéresser à l'organisation maurrassienne Nouvelle Action française (NAF) – dissidence de la Restauration Nationale royaliste (Action française officielle, AF, ou *vieille maison*) –, créée en 1971 et rebaptisée en 1978 Nouvelle Action royaliste (NAR). Son existence se prolonge jusqu'à nos jours. Cependant, nous axerons notre examen sur la NAF de ses débuts jusqu'au début des années 1980, peu après que ses dirigeants ont appelé à voter pour François Mitterrand, en 1981. En nous projetant dans ces années-là, nous verrons de quelle manière l'analyse de la NAF-R, aussi bien dans sa dimension intellectuelle que dans sa dimension organisationnelle, permet de comprendre comment l'engagement politique et le fonctionnement militant dans une organisation marquée par les mobilisations et les antagonismes politiques des années 1960 et par les frictions présentes dans les extrêmes droites françaises, ont pu se réorganiser. Et l'on verra notamment que l'originalité de ce parcours peut malaisément s'entendre comme une simple dynamique de rupture.

DISSIDENCE MAURRASSIENNE ET ENGAGEMENT MILITANT : LA GUERRE D'ALGÉRIE, MAI 68 ET MAI ROYALISTE

Si l'on veut reconstruire la préhistoire de la Nouvelle Action française, il est indispensable d'aborder tout un contexte de politisation marqué par la guerre d'Algérie, les crises produites par la perte de l'Algérie dans les milieux de droite radicale et une nouvelle *repolitisation* qui se déclenche dans la deuxième partie des années 1960 et qui débouche sur Mai 68. En effet, l'entrée en politique d'une partie considérable des jeunes maurrassiens de cette décennie-là est indissociable de tels processus.

Le contexte de mobilisation autour de la guerre d'Algérie a entretenu une forte politisation des secteurs de l'extrême droite en France. L'autodétermi-

nation algérienne, quant à elle, a fait naître ou expliciter d'innombrables querelles intestines au sein des milieux nationalistes. L'une des querelles est animée par une « nouvelle génération » de militants (notamment, la FEN, Fédération des Etudiants nationalistes) qui proposent un règlement de comptes et un grille de lecture spécifique pour mieux comprendre l'échec algérien. Selon cette lecture, les défenseurs de l'Algérie française étaient ainsi divisés entre « nationalistes contre nationaux », « révolutionnaires contre conservateurs », « nationalistes européens contre nationalistes français », « activistes contre notables », « jeunes contre adultes »¹. Sur ces différents aspects, il existe déjà une importante littérature (Dard, 2005 ; Taguieff, 1994 ; Lebourg, 2010 ; Charpier, 2005). En revanche, l'impact de la guerre l'Algérie sur l'AF de l'époque a été moins exploré : nous disposons des analyses sur le mouvement monarchiste après la Libération (Louis, 1994 ; Gautier, 2002), d'observations indirectes relatives à la participation de royalistes dans le conflit franco-algérien (Dard, 2005), d'une étude portant sur la conception de la citoyenneté à la NAF-R (Backman, 1991) et d'une lecture sur cette organisation, ses origines et ses relations présumées avec le maoïsme (Dard, 2012).

Si nous abordons la NAF et ses antécédents, il est indispensable de remonter jusqu'à la formation de jeunes cadres dans un contexte marqué par les origines de la Vème République. Une importante partie de ses élites dirigeantes des premières années s'était engagée dans le conflit algérien à divers degrés. Yvan Aumont, responsable d'une section parisienne des Camelots du Roi, Bertrand Renouvin, responsable des étudiants de la rive gauche, s'engagèrent dans une militance forte pour l'Algérie française, se plaçant dans le dispositif de combat établi par les responsables de l'AF, à la tête de l'appareil organisationnel monarchiste et en lien étroit avec l'OAS. Georges-Paul Wagner apporta ses talents d'avocat aux prisonniers provenant de l'OAS, dont certains, détenus pour tentative d'homicide sur le Général de Gaulle². Nicolas Kayanakis, activiste de l'OAS Métro-Jeunes³, rejoindra la NAF peu après sa fondation.

L'indépendance de l'Algérie représentait une défaite d'une telle portée qu'elle ne pouvait naturellement pas ne pas avoir de retentissement sur l'Action française. De nombreux témoignages font état de la défection d'adhérents suite à la « liquidation de l'affaire algérienne », mais il faut souligner, toutefois, qu'à la fin de cette décennie et malgré la dégradation engendrée, elle est la seule association de la droite radicale à avoir conservé une certaine puissance militante (Dard, 2005, p. 351). Cela suppose, si nous voulons éviter de tomber dans une interprétation sociographique simpliste qui voit le groupement comme le résultat d'une base sociologique plus ou moins homogène, un travail de formation militante en grande mesure destinée à la jeunesse.

1. Presque tous ces clivages peuvent être dégagés du travail de Dominique Venner, qui participe du renouvellement d'une partie de l'extrême droite (Venner, 1964).

2. Après avoir quitté la NAF en 1973, il devient avocat de Jean-Marie Le Pen et plus tard député frontiste (Wagner, 2000).

3. Kayanakis fut responsable des étudiants de la Restauration nationale avant son engagement au sein de l'OAS, et membre du Mouvement jeune révolution (MJR) au début des années 1970. Il revient à l'Action française dans les années 1990, participe à des réseaux souverainistes et fait partie des royalistes qui dirigent la publication monarchiste-dissidente *Les Épées* (2001-2009).

Durant cette période, les CMRDS (camps d'été Maxime Réal del Sarte) et les réunions dans l'Institut de Politique nationale (IPN), furent maintenus, de même que les *Amitiés françaises universitaires*, publication créée en 1955, devenue en 1964 *Action française université* (AFU).

Mai 68 constitua un autre événement important aussi bien dans la mémoire des acteurs d'AF que dans les discours organisationnels ultérieurs, insistant sur le fait que l'attitude initiale fut au départ une condamnation de la rébellion, suivie ensuite d'une tentative de récupération⁴. La première réaction fut de considérer la contestation comme une « menace marxiste »⁵, ce qui impliqua de commencer à organiser dans la rue la « contre-révolution »⁶. Le déplacement de la contestation de Nanterre aux universités du Quartier Latin et l'entrée en lice de contre-manifestations gaullistes obligent l'AF à réétudier la stratégie à suivre. La narrative militante situe dès la fin du mois de mai le processus de reconstruction du sens donné à la révolte (Sicard-Hamel, 1970, p. 17). La fronde devait commencer à s'inscrire dans une mémoire militante toujours fidèle à l'engagement royaliste, comme prélude à une opportunité politique éventuelle. Comme le soutient Patrice Sicard, responsable de la cellule de propagande de l'AF : « Je dois avouer que j'ai profondément vécu en mai 1968 (...) Nous savons que si les marxistes tentent, dans un prochain avenir, l'effort révolutionnaire définitif, le peuple ne pourra pas compter sur les partis ni sur les notables. Il ne comptera que sur lui-même, et sur son avant-garde : le contre-révolutionnaire d'Action française » (Sicard-Hamel, 1970, pp. 18-19)⁷.

La récupération de mai 68 et l'empreinte générationnelle de certains des événements inscrits dans la vie politique française accrurent les tensions intra-organisationnelles. Un ensemble d'initiatives réalisées par les jeunes (telles la création des *Dossiers d'Action française* et une campagne de réabonnement) se révéla une tentative infructueuse de donner à la *vieille maison* une plus grande flexibilité. La censure d'un numéro de AFU, la révolte des censurés et l'expulsion qui suivit déclenchèrent la création de la NAF, en avril 1971.

Si l'on se réfère à certaines interprétations émises au cours de ces mêmes années et provenant d'acteurs d'extrême droite, mais de traditions différentes, la NAF aurait été le résultat de l'union de deux groupes nettement différenciés : le premier, dont Wagner était un représentant éminent, était en quête d'une réforme organisationnelle ; le second, dont Gérard Leclerc, Patrice Bertin et Bertrand Renouvin étaient les principales figures, incarnait déjà une opposition idéologique à la gestion de Pierre Juhel et Pierre Pujo⁸ dans

4. Entretien avec Gérard Leclerc, 3 avril 2009.

5. Pierre Pujo, « La démocratie à la voirie », *AFU*, n° 133 bis, mai 1968.

6. Comme l'indique l'un des jeunes cadres de l'époque, (Sicard-Hamel, 1970, p. 15).

7. Il faut préciser que Sicard, de son vrai nom Patrice de Plunkett, ne rejoindra pas la NAF, étant signalé comme un cadre philo-fasciste de l'AF.

8. Pierre Juhel devient militant d'AF entre les deux guerres. Il a été Résistant et, dans les années 1950, fonde la Restauration nationale, « mouvement » de l'organisation où notamment les jeunes commençaient à militer. Pierre Pujo, fils de Maurice Pujo (celui-ci, fondateur de l'AF et protagoniste de la ligue) a été durant des décennies l'un des responsables de l'AF.

la direction de l'AF⁹. Il était communément admis que l'instigateur initial était Leclerc (Duprat, 1975)¹⁰, ex-séminariste et absolument convaincu de la récupération maurrassienne de la révolte de mai 68, mais ce fut finalement la figure de Renouvin, avec l'appui d'Aumont, en tant que réel Etat-major de la NAF, qui s'affirma à la tête de l'organisation. Ces deux fronts peuvent être compris non seulement comme une opposition entre critique organisationnelle et critique idéologique, mais représentent aussi une tension entre renouvellement organisationnel et tendance schismatique, entre réalisme politique et utopisme de droite et, enfin – ce n'est pas le moins important –, entre cadres adultes (Wagner, Jean Toublanc) et jeunes cadres (Renouvin, Leclerc, Aumont). Ce furent précisément ces derniers qui, traçant la voie vers une rupture totale avec l'AF en se basant sur une interprétation romantico-utopiste de Maurras, finirent par s'imposer. Ils disposaient de temps libre (Aumont, permanent ; Renouvin, étudiant et issu d'une famille bourgeoise) par rapport aux adultes et n'avaient pas leurs responsabilités familiales et professionnelles¹¹.

Si les origines de la NAF furent difficiles du point de vue de la représentation organisationnelle autonome, sa création fut enveloppée d'une aura révolutionnaire exaltée. Lors de la première réunion publique de l'organisation, le 28 avril 1971, le discours passionné de Bertin s'empara du légendaire récit de Maurice Pujo sur les Camelots du roi, dénonça la démocratie et le conservatisme comme ennemis de l'AF et rappela l'*affaire* Thalamas le 6 février 1934. De façon maximaliste, Bertin pouvait assurer, à l'opposé selon lui de la *vieille maison*, que « l'Action française ne sera jamais un musée Charles Maurras, fermé le dimanche et les jours fériés, ni un mouvement d'anciens combattants, de guerres plus ou moins lointaines et plus ou moins perdues. Nous sommes des « révolutionnaires » : notre but est de détruire la République par tous les moyens »¹².

À partir des échos de cette dissidence (lancement de la NAF, réponse acerbe d'*Aspects de la France*), les médias, la grande presse comme les publications militantes¹³, annoncèrent une rupture « gauchisante » ou même l'émergence d'un mao-maurrassisme. Sur quoi se basaient ces assertions ? Selon ses détracteurs, le refus de la NAF de condamner le gauchisme, en bloc, sans nuances, l'aurait apparentée à ce courant. L'Action française, se voyant prisonnière de deux tendances, l'une gauchiste et l'autre fascisante, aurait imposé : les meetings d'Ordre Nouveau¹⁴ auraient réuni des royalistes aussi bien parmi

9. L'intellectuel néo-fasciste François Duprat proposait cette interprétation (Duprat, 1972, pp. 191-192).

10. Le journal *Minute* voyait aussi en Leclerc l'artisan de la scission.

11. Il est intéressant de voir comment Toublanc lui-même exprime cette idée ; voir : entretien avec Jean Toublanc (Backman, 1991, pp. 308-317). Dans cet entretien réalisé le 20 juillet 1991, Toublanc, militant monarchiste et frère du Résistant aussi d'AF Raymond Toublanc, raconte les différences existantes au sein de la nouvelle organisation monarchiste.

12. *NAF*, n° 2 bis, 3 mai 1971.

13. *Le Monde*, *Le Figaro*, *La Croix*, *Minute*, *Rivarol*, parmi d'autres publications et en plus des journaux régionaux, vont annoncer la « crise » au sein du royalisme.

14. Il faut sans doute rappeler que, alors que se cimentent les origines de la NAF, Ordre Nouveau tente de se renforcer politiquement et d'élaborer ainsi un nouveau parti politique qui prendra la forme du Front national (Dézé, 2012, pp. 32-54).

ses propres partisans que parmi ceux qui appuyaient les gauchistes qui s'en prenaient à leurs réunions, sans compter la poignée de jeunes d'AF ayant intégré les groupes maoïstes¹⁵.

La NAF commença à développer ainsi un maurrassisme radical aux antipodes du conservatisme et à proposer une mémoire active autour du Maurras-socialiste et d'un mai 71 royaliste¹⁶. Bertin lui-même avança que la contestation de l'AF était complètement réactionnaire, non dans le but de perturber l'ordre mais dans celui de le restaurer, car pour agir, s'inspirant de Maurras, « il faut un autre pouvoir »¹⁷.

La revendication maurrassienne était si explicite que les responsables de la NAF envisagèrent la possibilité de soumettre, comme l'avait fait Maurras au début du XX^e siècle, une nouvelle *Enquête sur la monarchie*. Parallèlement, les jeunes membres, ayant rompu avec les hiérarchies spécifiques de l'AF, commencèrent à contacter des personnalités politiques et intellectuelles hors du champ de la droite radicale – la rencontre avec Maurice Clavel que Pierre Boutang, qui avait quitté le journal *Aspect de la France* en 1954, avait facilitée, fut fondamentale pour l'organisation naissante¹⁸.

Il faut préciser que la nouvelle mouture de l'*Enquête* eut un sort très différent de celle produite par Maurras en son temps, qui s'était avérée plus que persuasive au moment où il fallait tenter d'amener une grande partie de l'opinion intellectuelle nationaliste à s'interroger sur la question de la restauration de la monarchie (Dard, 2013). Cependant, le dilemme *Monarchie* ou République, établi en particulier par Renouvin et Leclerc, se trouva confronté à des réponses qui contredisaient notablement l'utopisme orthodoxe des enquêteurs, car provenant d'une masse de militants plus attirés par une relecture linéaire du maître (nationalisme + antigauillisme + conception du coup de force) que par une profonde révision idéologique. De nombreux enquêtés exposaient d'importantes différences avec les postulats du maurrassisme officiel encore vivace parmi les jeunes. Boutang justifia son adhésion à De Gaulle en tant que lecteur attentif de *Kiel et Tanger* et signala l'importance du Général et du Comte de Paris, ce dernier ayant été constamment sous-estimé par l'AF¹⁹. Gabriel Marcel s'affirma complètement opposé au nationalisme intégral et à l'antisémitisme prôné par Maurras²⁰. Edgard Pisani alla plus loin encore, en affirmant qu'une restauration monarchique ne pouvait être efficace qu'en accord avec les intérêts de groupes réactionnaires, dans un scénario où

15. « Crise à l'Action française », *Rivarol*, 22 avril 1971, « Déviationnisme de gauche... et scission à l'Action française », *Le Figaro*, 23 avril 1971, « Les frères ennemis de l'Action française : deux défilés pour Jeanne d'Arc », *Minute*, 12 mai 1971. Renouvin lui-même, selon la presse, aurait été l'un des participants : « Bertrand Renouvin, la fleur de lys au poing », *Le Figaro*, 24 avril 1974.

16. Bertrand Renouvin, « Maurras et le socialisme », *AFU*, n° 166, juin 1971 ; *id.*, « Vers un mai royaliste », *AFU*, n° 165, mai 1971 ; *id.*, « Un « socialiste » antidémocrate » *Arsenal*, n° 1, décembre 1972.

17. Patrice Bertin, « La « contestation » gauchiste », *AFU*, n° 165, mai 1971.

18. Entretien avec Gérard Leclerc, 3 avril 2009 ; entretien avec Bertrand Renouvin, 16 mars 2009.

19. *NAF*, n° 41, 9 février 1972.

20. *NAF*, n° 58, 7 juin 1972.

la NAF ne serait que le pique-feu d'une contre-révolution (projet bien loin de retenir son approbation)²¹. Raoul Girardet releva le simplisme de l'opposition (monarchie contre république) qui masquait la manière dont le principe de la volonté générale avait été assimilé, y compris par le prétendant d'alors. Selon Girardet, le modèle annoncé de la monarchie n'avait jamais existé, la NAF insistant sur un régime héréditaire et décentralisé. Finalement, l'historien mit en question la lecture de Maurras en clé politique et la déconsidération de ce qui, de son point de vue, émergeait en tant que problème central de l'époque : les questions de civilisation²².

La NAF, en cohérence non seulement avec Maurras mais aussi avec son époque et la lecture de mai 1968, associait le « politique d'abord » avec une conception radicale de l'engagement militant, missile qui visait la destruction du régime républicain. La nouvelle *Enquête* semble avoir provoqué de multiples questions, plus de questions que de nouveaux convertis à la cause monarchique.

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 1974 ET LES ORIGINES DE LA NAR : REFONDATION OU CONTINUITÉ ?

Peu de mois après son avènement, la NAF commença à connaître les premières défections. En 1972, prit place le « complot des barboteuses », scission perpétuée par les éléments les plus jeunes (lycéens), déçus par une prise de pouvoir finalement irréaliste²³. La démission de Patrice Bertin, pour sa part, eut un retentissement public, car elle condamnait « l'orientation droitiiste et militariste que prend l'organisation » après la désignation de Nicolas Kayanakis au rang de cadre de la NAF²⁴.

Le départ de ce dernier prit place ultérieurement, amorçant l'éloignement des « cadres adultes ». La relecture positive du Général de Gaulle, entreprise et promue par Renouvin, qui échangeait avec les membres des Comités directeurs les brouillons du *Projet royaliste*²⁵, créa une tension entre Renouvin et les éléments les plus anti-gaullistes de la NAF (Kayanakis, Wagner). Ancien membre de l'OAS, ce dernier traita publiquement Renouvin de « barbouze »²⁶. Moins qu'un gauchisme qui, en termes empiriques, s'avérait de portée limitée, c'est la figure de De Gaulle qui opposa les cadres de la NAF.

Renouvin présenta sa candidature lors de l'élection présidentielle de 1974. Il bénéficiait de divers appuis royalistes (par exemple, la puissante section de Provence, qui n'avait pas intégré la NAF mais qui avait également pris ses distances avec l'AF). Aujourd'hui encore, l'ex-candidat souligne l'importance de

21. NAF, n° 73, septembre 1972.

22. NAF, n° 54, 11 mai 1972.

23. Entretien avec Yvan Aumont, 14 mars 2011.

24. « Démission au sein de la Nouvelle Action française », *Le Monde*, 15 septembre 1972.

25. Bertrand Renouvin, *Le projet royaliste*, Paris, IPN, 1974, pp. 34-35.

26. Entretien avec Bertrand Renouvin, 16 mars 2009.

cet événement qui aurait permis de renouveler le public de sympathisants de l'organisation et de distendre les liens qu'elle conservait avec le maurrassisme et l'extrême droite²⁷. A cette époque, toutefois, la faiblesse de la performance électorale provoqua un profond mécontentement et la campagne réalisée de violentes critiques²⁸. Il semble toutefois que le monarchisme radical exprimé ait permis de modérer progressivement l'idée du coup de force.

Mais il n'en fut pas de même pour la référence à Maurras et le radicalisme politique des acteurs. *Un autre Maurras* de Leclerc est une ré-interprétation délibérément actualisée, une « nouvelle lecture de Maurras » à partir de Mai 68 et de l'engagement militant (Leclerc, 1974, pp. 7-8). Cette révolte, cette crise, cette rupture sismique « m'appartient à moi, militant royaliste, élève de Maurras » (Leclerc, 1974, p. 10). Leclerc utilise sa plume pour récupérer aussi Georges Bernanos et différencier le conservatisme de l'AF d'après la Grande Guerre de la pensée d'un Maurras toujours préoccupé par la question sociale et la défense des ouvriers. Suprême invention : il y aurait eu, selon Leclerc, un jeune Maurras (1880) qui, sans doute aucun, aurait suivi Cohn-Bendit et appuyé son action (Leclerc, 1974, p. 53). Le choix de la monarchie et la défense de la nation lui auraient permis de se transformer en un « révolutionnaire positif » (Leclerc, 1974, p. 175) La mémoire des origines contestataires de l'AF a été remise en place.

De la même façon, *Le désordre établi* de Bertrand Renouvin constitue une furieuse critique à l'égard d'une importante partie des droites et des gauches de ces années-là. Où s'établissent les possibles ouvertures politiques ? Dans les lignes de continuités contestataires et (tendanciellement) nationalistes. C'est la raison pour laquelle, à l'époque, la NAF put trouver des interlocuteurs dans un éventail confus d'opposants à l'Europe supranationale. Mais également dans un tiers-mondisme français qui, *L'Humanité rouge* incluse, s'opposait aux impérialismes états-unien et soviétique²⁹. Ainsi, Renouvin adoptait l'anti-sionisme et le fort engagement pro-palestinien qui marquaient une partie de l'extrême gauche française (Renouvin, 1975)³⁰.

Si cette ouverture idéologique vers la gauche (en termes politiques, au milieu des années 70, les liens avec des formations gaullistes critiques commençaient à s'affermir) s'avère incontestable, il n'en est pas moins vrai que certaines causes

27. *Ibid.*

28. François, membre fondateur de la NAF, affirme avoir pris ses distances en raison de la campagne de 1974 : « J'avais été fortement déçu par la campagne de Bertrand. Pourquoi ? Parce que moi je m'attendais donc à quitter le système et il nous a donné un cours de Sciences-Po, ce qui était utile. « Bah, non, réfléchis à ça, c'est ce qu'il fallait faire », etc. C'est trop complexe pour dire. Mais sur l'instant, quand vous avez 20 ans, et vous dites « on va bousculer cette société » et on fait un discours de Sciences-Po », entretien avec François, 2009.

29. « Union avec le tiers monde contre les deux superpuissances », *L'Humanité rouge*, 21 janvier 1975.

30. Dans un essai fort polémique, le journaliste Grégory Pons, ex militant d'AF et proche, dans les années 1970, des réseaux du GRECE (Groupe de recherche et d'études sur la civilisation européenne) d'Alain de Benoist, signale que la NAF aurait adhéré à la « cause arabe » avec un « objectif réel : l'or arabe », (Pons, 1977, p. 198). Lire aussi l'article : « Les rats noirs : qui ment ? », *Politique hebdo*, 29 mai 1978. Il est bon de souligner que l'une des premières polémiques contre *Nouvelle école* de Benoist fut animée par la NAF ; voir « Qu'est-ce que la « nouvelle école ? », *NAF*, n° 86, 20 décembre 1972.

de la NAF restent inextricablement liées à son appartenance d'origine : en participant activement contre l'adoption de la loi Veil, par exemple, ou en organisant les campagnes contre *Nouvelle école*, encouragées dans un premier temps par des secteurs du traditionalisme catholique (Taguieff, 1994, p. 224)³¹. Jusqu'en 1975, la NAF entretenait de fort bonnes relations avec l'abbé Georges de Nantes³², représentant d'un intégrisme catho-maurrassien radical ; la rupture, sa justification, prend sa source dans le fait qu'en s'éloignant de l'empirisme, l'abbé de Nantes donnait acte de son éloignement de la pensée maurrassienne (Backman, 1991, p. 235).

L'entrée dans l'arène électorale permit d'établir certaines alliances occasionnelles, comme ce fut le cas en 1977, quand l'Union de la gauche d'Epinal, en apportant ses voix à Régine Judicis³³, cadre de la NAF, favorisa son élection au poste de conseillère municipale. Parallèlement, cette organisation s'adressait à un public nouveau et adoptait définitivement, en 1978, le nom de Nouvelle Action royaliste, considérant que « l'Action française n'est plus synonyme de royalisme »³⁴. Toutefois, Maurras est toujours là, pendant que se produit un éloignement de la « doctrine maurrassienne qui mutile d'ailleurs scandaleusement la pensée de Maurras »³⁵.

LA MODIFICATION DES DISPOSITIFS MILITANTS : LE « NOUVEAU MILITANTISME » ET LES « MERCEDIS » DE LA NAR

C'est entre 1975 et 1976 qu'éclateront de nouvelles crises organisationnelles pendant que se créeront de nouveaux dispositifs militants – en modifiant parfois certains déjà en place. Effectivement, le départ d'importants cadres de la NAF, dont beaucoup établis à Grenoble, tourne autour de la question de savoir comment concevoir l'appareil militant et la stratégie royaliste. Le sociologue Yves Carré (Michel Michel) est le cerveau de cette problématique stratégique qui fut à l'origine d'une nouvelle rupture. La réponse publique de la NAF fut moins organisationnelle qu'idéologique, la section grenobloise représentant « les derniers tenants d'une politique d'extrême droite »³⁶. Les lignes idéologiques (appartenance ou abandon de l'extrême droite) et organisationnelles (conception de la stratégie militante) étaient, en même temps, plombées par une tendance héritée de l'organisation mère, dont le centralisme parisien fut reproduit par la NAF elle-même³⁷.

31. Fondée en 1968 par Alain de Benoist, *Nouvelle École* est un organe néo-droïtier dont la volonté est de contester « l'hégémonie culturelle » de la gauche française.

32. Même si de Nantes avait critiqué la direction de la NAF à plusieurs reprises.

33. Militante de la section de Nancy de l'Action française, Régine Judicis adhère à la NAF après les présidentielles de 1974. Son rôle dans la NAF-NAR a consisté à développer des relations entre l'organisation et des sphères partisans (notamment, dans les années 1980, le Parti socialiste) et des intellectuels français renommés ; entretien avec Régine Judicis, 4 novembre 2013.

34. « La NAF devient la Nouvelle Action royaliste », *Royaliste*, n° 278, 12 octobre 1978.

35. Bertrand Renouvin, « Les nouveaux militants », *Royaliste*, n° 272, 1^{er} juin 1978.

36. *Lyon forum*, décembre 1976.

37. « Scission à la Nouvelle Action française », *Le Monde*, 7 février 1976.

Une conséquence de cette scission fut l'émergence de nouvelles publications. *Le Débat*, *Cohérences* et *Le Courrier royaliste*, chacune avec leur particularité, cherchaient à reproduire une tradition d'AF abandonnée par la NAF. *Le Courrier*, par exemple, se voulait un bulletin de liaison, où la vie militante et intellectuelle se verrait reflétée dans sa diversité. Il était, cependant, bien plus que cela, puisque ses protagonistes étaient proches de Michel Michel et leurs critiques envers la NAF étaient évidentes. Dans le journal *Cohérences*, lors du lancement, on pouvait lire que les transformations dans le militantisme *nafiste* (qui voulait accorder une importance plus remarquable au journal de l'organisation), la distance prise avec l'héritage historique de l'AF, et l'attachement à la figure du Comte de Paris, étaient considérés comme des évolutions problématiques³⁸. Il y eut aussi la critique formulée à l'encontre de Renouvin lorsqu'il prit la décision de se présenter une nouvelle fois à l'élection présidentielle de 1981 – candidature infructueuse par défaut des cinq cents signatures nécessaires –, ce qui était une entrave pour la désignation d'une candidature royaliste unifiée³⁹.

La remise en question des choix de la NAF – dénoncée en particulier dans les pages de *Cohérences* –, parmi lesquels le défaut de stratégie dans l'orientation de cette organisation, attira une réponse tranchante de la part des dirigeants de la NAF. La NAF assumait affectivement cette rupture ; que ce soit à cause de la disparité des forces disponibles ou à cause de la cure d'humilité provoquée par la tentative électorale de 1974, tout maximalisme politique semblait pécher par défaut de réalisme ou de sérieux⁴⁰. Mais, dans ses réponses argumentées où figurent la fin du rôle historique de l'AF et l'infériorité du maurrassisme officiel face à « un autre Maurras », la NAF trouve sa légitimité dans une justification maurrassienne effective, alors que *Cohérences* « fait appel à l'empirisme organisationnel sans l'appliquer »⁴¹. Cette « impuissance », qualifiée par la NAF aussi de défaut de rigueur du point de vue de la stricte observance de la méthode d'analyse de Maurras, pouvait s'observer dans la stratégie de phases si chère à Michel Michel, une conception extrêmement courante dans des trajectoires d'AF des années 1970⁴². Suivant cette dernière, abandonnée peu à peu par l'organisation de Renouvin, l'idée maurrassienne de « coup de force » et de « prise du pouvoir » constitue le noyau spécifique du projet monarchiste.

Effectivement, lorsque *NAF-U*, l'éphémère journal universitaire de la NAF, annonçait la crise grenobloise, il entérinait en même temps l'avènement d'« un nouveau militantisme », connu comme « NAF sociologique », projet dont

38. *Le Courrier royaliste*, n° 2, 15 mars 1976, n° 11, 15 février 1977, n° 33, 15 avril 1979.

39. *Le Courrier royaliste*, n° 42, janvier 1981.

40. « Stratégie et politique », *Cahiers de l'IPN*, hors-série n° 1, février 1976. L'abandon progressif que préconisait la NAF de l'idée maurrassienne du coup de force ou de la prise du pouvoir avait déjà provoqué des départs et des scissions ; l'appel à une révolution royaliste s'éloignait ainsi d'une agitation à caractère ligueur qui exigeait le renversement de la République.

41. *Ibid.*, p. 23.

42. Le modèle de phases, ou d'étapes, comprenait quatre moments : « exister en tant que mouvement royaliste puissant, capable d'amener chaque jour des énergies nouvelles à nos idées (phase 1) ; prendre, comme royalistes, le maximum de pouvoirs sociaux, de leviers politiques (phase 2) ; coloniser les abords de l'Etat, pour éviter que la restauration ne se fasse dans un désert (phase 3) ; opérer le renversement institutionnel (phase 4) », « Éditorial », *Le Courrier royaliste*, n° 33, 15 avril 1979.

l'instigateur principal était Gérard Leclerc. C'est dans cet espace qu'aurait été projetée la tentative d'enterrer le militantisme classique, celui qui préconisait une action de rues, active, pour recruter de nouveaux membres. La « NAF sociologique » cherchait à asseoir la militance déjà acquise en l'organisant à partir de thématiques émanant des membres⁴³. Cette prédisposition « cellulaire » permettait de profiter de la composition universitaire-diplômée du groupe, favorisant une production intellectuelle spécifique à chaque problématique.

En effet, les années suivantes furent partiellement consacrées à consolider cette structure. Selon Renouvin, la décision de dissoudre le service d'ordre date de cette époque⁴⁴. La figure du Comte de Paris, au bénéfice duquel la NAF tentait d'enrayer le divorce historique entre organisation royaliste et prétendant au trône⁴⁵, ainsi que la centralité du journal étaient des thèmes prépondérants dans la vie de l'organisation. Ce n'était cependant pas une entrave pour adhérer à l'idée de « communauté militante »⁴⁶ pour désigner le conglomerat de partisans qui se pressaient autour de la NAF-NAR, de ses causes politiques fortement marquées par l'intellectualité.

Le programme de consolidation des groupements socioprofessionnels se poursuivait. Le travail des cellules, au nombre de cinq à la fin des années 1970 (urbanisme, économie, audiovisuel, enseignement, syndicalisme), cherchait à soutenir la nouvelle publication *Lys Rouge*, qui avait succédé à la maurrassienne *Arsenal* des origines⁴⁷. L'idée était aussi de proposer des cercles de réflexion, des sessions de formation à Paris et en province, des débats dans les universités et différentes publications.

L'espace où s'inscrivait la formation des militants prit un nouvel aspect qui traduisait l'importance des changements dont cette époque était témoin. En effet, la NAF instaura un dispositif spécifique créé pour assurer la formation politique : les « mercredis ». Ces réunions, qui se tenaient en général toutes les semaines, étaient assurées par les cadres fondateurs eux-mêmes, un noyau d'animateurs, parmi lesquels se distinguent les figures de Renouvin, Leclerc et Arnaud Fabre. Parallèlement aux entretiens réunissant des personnalités politiques et intellectuelles extérieures et à l'enquête sur la monarchie, les « mercredis » commencèrent à alterner strictes réunions de formation et conférences assurées par des participants extérieurs qui avaient tribune ouverte en vertu de leur réputation politique ou intellectuelle et quelque point de convergence avec les *nafistes*. C'est ainsi qu'aux « mercredis » défilèrent des acteurs comme Boutang, Matzneff, Roger Pannequin, Roger Garaudy,

43. NAF-U, supplément au n° 218 de la NAF, février 1976.

44. Entretien avec Bertrand Renouvin, 16 mars 2009.

45. Voir l'ouvrage du militant *nafiste* Philippe Vimeux, (Vimeux, 1975).

46. Yvan Aumont, « Que fait la NAF ? », *Royaliste*, n° 275, juillet-août 1978.

47. L'un des sujets du premier numéro est, par exemple, « Prospective maurrassienne », *Arsenal*, n° 1, décembre 1972.

Jean-Loup Bernanos⁴⁸. Les réunions de formation exclusives comportaient la projection de vidéos, les discussions sur des livres d'intérêt pédagogique ; quant aux conférences, elles ouvraient généralement droit à un privilège non négligeable : un repas servi soit au cours de la discussion ou pendant l'échange faisant suite aux exposés.

Quelle fut l'évolution des « mercredis » par rapport aux changements que l'organisation a traversés ? Au cours des années 1970, rien de significatif, si ce n'est quelques retouches opérées en termes concrètement matériels et dans les lieux où elles se réalisèrent. Bien sûr, comme toute la vie militante, le journal *NAF*, jouant son rôle d'activité-phare de l'organisation, participa à la perception des « mercredis » comme espace de formation mais aussi comme vitrine organisationnelle. Nonobstant, *Les Cahiers de Royaliste* - publication apparue en 1978 alors que le journal changeait déjà de nom (*Royaliste* au lieu de *NAF*) et que l'organisation s'apprêtait à substituer *NAF* par *NAR* - publia plusieurs des conférences tenues lors des « mercredis » depuis 1974, accompagnées d'analyses du nationalisme ou de Maurras lui-même⁴⁹. De nombreux rituels typiques du maurrassisme avaient été abandonnés (le défilé de commémoration de Jeanne d'Arc, par exemple), et les camps de formation remplacés par les *Journées royalistes* (de format très différents des simples universités d'été militantes, si importantes dans la tradition d'AF à travers le CMRDS), mais les « mercredis » survécurent, avec quelques modifications qui dévoilaient les indéfinitions organisationnelles de la *NAF*.

Il faut attendre 1982 pour que les « mercredis » adoptent un vrai caractère de vitrine, avec une capacité d'influence dans l'intelligentzia française. Oubliées les anciennes et répétitives réunions de formation : « on faisait toujours les réunions des mercredis de formation et puis on n'était que cinq à faire ça, on s'est dit qu'on [allait] finir par embêter les gens, toujours les mêmes ..., côté répétitif nécessairement »⁵⁰. Cette constatation est recevable si l'on considère que l'effectif de la récente *NAR* était un public adulte et qui ne se renouvelait pas question génération au travers des sections de lycéens ou étudiants. Ainsi, Régine Judicis affirme que « depuis des années, se tiennent, chaque semaine, dans nos locaux parisiens des réunions appelées tout simplement « Mercredis de la *NAR* ». A l'origine, nous les avons conçues comme des rencontres entre les principaux animateurs de « *Royaliste* » et les militants et sympathisants de la *NAF* (...) Nous avons tenté cette année un pari plus ambitieux : inviter chaque semaine ou presque, le spécialiste d'une question, le représentant d'une activité, d'un courant de pensée (...) Il est clair que ceux qui nous font

48. Écrivain et professeur de philosophie, Pierre Boutang était la principale plume du journal *Aspects de la France* ; il rompt avec l'AF en 1954 pour fonder *La Nation française* en 1955 et s'approche de la politique du Général De Gaulle. Gabriel Matzneff, écrivain et essayiste, est un intellectuel de droite qui participe à de différentes publications politico-culturelles – force est de constater que Matzneff entretenait également des relations avec la Nouvelle droite, même si les rapports entre celle-ci et la *NAF* étaient d'hostilité. Roger Garaudy, ex figure intellectuelle du PCF, dissident communiste aussi bien que Roger Pannequin. Jean-Loup Bernanos était écrivain et biographe de son père de Georges Bernanos, icône intellectuelle des réseaux monarchistes contestataires.

49. *Les Cahiers de Royaliste*, n° 1, septembre 1978.

50. Entretien avec Bertrand Renouvin, 29 mai 2009.

l'amitié de venir le mercredi soir ne partagent pas nécessairement nos convictions royalistes, ni même nos choix à court terme. Il est bon, au contraire, que nous entendions d'autres voix »⁵¹.

Finalement, cette modalité s'imposa et elle se poursuit aujourd'hui, en 2013. Avec le temps, la dynamique est devenue exclusivement intellectuelle, l'invité discourant sur son propre ouvrage récemment publié. Depuis cette époque, s'est tissée une liste extrêmement longue et variée de figures de la sphère intellectuelle française qui passèrent par les « mercredis »⁵².

RÉFLEXIONS FINALES

Le processus de changements dans la NAF-NAR est bien moins évident qu'il n'y paraît et nous permet de conclure que, parmi tant d'« innovations » annoncées et de ruptures (de l'AF à la NAF, de la NAF à la NAR, de la ligue⁵³ au cercle de réflexion), les continuités ne disparaissent pas : une inflexion organisationnelle s'inscrit, progressivement et à long terme. La même analyse, avec toutes les particularités dont il faut tenir compte, pourrait être appliquée à d'autres organisations politico-militantes qui ont animé la vie française au cours de ces dernières décennies (Johsua, 2007 ; Lazar, 1994 ; Agrikoliansky, 2001).

La trajectoire royaliste que nous avons observée a connu des situations particulières au cours de ces dernières années. Depuis 1984, avec Renouvin à sa tête, plusieurs membres de la NAR ont assumé diverses fonctions au Conseil Economique Social. Le poste de Conseiller fut attribué à Renouvin par Mitterrand lui-même⁵⁴. À dater de cette décennie, la NAR a participé activement aux réseaux anti-racistes et constamment dénoncé le parti de Jean-Marie Le Pen (Renouvin, 1997). Les contacts politico-intellectuels de l'organisation ont également entretenu la reconduction d'une forte hostilité à l'égard de l'Europe communautaire, au point de se trouver étroitement impliquée dans le courant souverainiste. Si la NAR fait partie du Pôle républicain et appuie Chevènement en 2002, des acteurs du canal historique se retrouvent dans l'Alliance pour la souveraineté de la France puis dans le Conseil National souverainiste, sans proposer explicitement de candidat pour les présidentielles de cette année-là (Le Dréau, 2009 ; Cucchetti, 2014). Par ailleurs, la relation avec le Parti socialiste a pris fin au terme du second septennat et n'a pas marqué une continuité avec le socialisme, ce qui démontre que son intégration dans le mitterrandisme socialiste n'a pas signifié une quelconque dissolution de l'identité monarchiste – au contraire, jusqu'à la mort du Comte de Paris, sa figure n'a rien perdu de son prestige.

Peut-on considérer que l'itinéraire qui s'étend de la fondation de la NAF à l'implantation de la NAR, comme modalité novatrice dans le royalisme

51. Régine Judicis, « Que deviennent les “mercredis” ? », *Royaliste*, n° 356, 25 mars-7 avril 1982.

52. Voir le site de la NAR : <http://narinfovoila.net/mdinvit.htm>

53. Même modalité organisationnelle ligueuse jouant un rôle relatif au sein de l'AF (Dard, 2009).

54. Le dirigeant gaulliste historique Frédéric Grendel aurait assuré le lien entre Mitterrand et la NAR.

français, s'est caractérisé par une gauchisation d'un schisme désigné alors par beaucoup sous le terme de mao-rassisme ? Dans ces pages nous avons vu qu'il s'agit moins d'un phénomène de gauchisation que d'un abandon du terrain des extrêmes droites dans un difficile processus collectif de reconversion⁵⁵. La complexe adaptation organisationnelle de la NAF-R a exigé une prépondérance plus grande encore des dimensions intellectuelles du fonctionnement militant – dans ce sens, la trajectoire des « mercredis » en est le meilleur exemple.

Il est plus qu'essentiel de souligner que la NAF-R marque le passage, nullement facile et truffé de conflits internes et externes, de la tradition maurrassienne à un *royalisme sans Maurras*. Dans l'édition de 1983 d'une version synthétisée de sa thèse doctorale, Renouvin précise, dix ans après avoir achevé cette recherche : « je ne pense plus que la doctrine sociale de l'Action française puisse « ordonner une politique » pour notre temps, ainsi que je l'écrivais » (Renouvin, 1983)⁵⁶. A cette époque déjà, la NAF-R entreprenait d'établir une *démaurrassiation* de la revendication monarchique et du nationalisme français. Si cet objectif ne constitue pas une nouveauté au sein des droites radicales françaises, le fait qu'il soit le fait d'un réseau militant formé dans le maurrassisme radical suppose une caractéristique bien particulière. Cette trajectoire *maurrassienne de démaurrassiation* réunit à la fois – et il s'agit là d'un élément politique diachronique essentiel – changement organisationnel et adaptation intellectuelle.

55. Depuis le début, la NAF a adopté un discours vis-à-vis de l'immigration qui s'éloigne des positions des groupes d'extrême droite de l'époque. Voir : « Les travailleurs immigrés », *NAF*, n° 7, 16 juin 1971.

56. Un autre maurrassien, qui avait déjà polémique avec la NAF-R en dénonçant sa gauchisation, Gilbert Comte, journaliste au *Monde* et proche d'Alain de Benoist, rédigea un commentaire sur cette œuvre où, en filigrane de la critique, on trouvait une reconnaissance de l'ouvrage de Renouvin : « Un anticapitalisme de droite », *Le Monde*, 20 juillet 1983.

RÉFÉRENCES / REFERENCES

- Agrikoliansky E. (2001), « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, vol 51, n° 1.
- Backman F. (1991), *La conception de la citoyenneté de la Nouvelle Action française puis Nouvelle Action royaliste. Naissance d'un mouvement, gestion et évacuation des paradigmes maurrassiens (1971-1991)*, mémoire de Diplôme d'études approfondies de Sociologie Politique, Université de Paris 1.
- Chapier F. (2005), *Génération Occident*, Paris, Seuil.
- Collovald Annie (dir.) (2002), *L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Cucchetti H. (2014), « L'Action française contre l'Europe. Militantisme royaliste, circulations politico-intellectuelles et fabrique du souverainisme français », *Politique européenne*, vol. 43, n° 1.
- Dard O. (2005), *Voyage au cœur de l'OAS*, Paris, Tempus, 2011.
- Dard O. (2009), « La part de la ligue dans l'identité et le rayonnement de l'Action française », in Dard O. & Sevilla N., *Le phénomène ligueur sous la III^e République*, Metz, Centre Régional Universitaire Lorrain d'Histoire.
- Dard O. (2012), « Des maorrassiens au maoccidents : réflexions sur un label et sa pertinence en lisant un essai récent », in Lachaise B., Richard G. & Garrigues J. (dir.), *Les territoires du politique. Hommages à Sylvie Guillaume*, Rennes, presses universitaires de Rennes.
- Dard O. (2013), *Charles Maurras, le maître et l'action*, Paris, Armand Colin.
- Dézé A. (2012), *Le Front national : à la conquête du pouvoir ?*, Paris, Armand Colin.
- Gautier J.-P. (2002), *La restauration nationale. Un mouvement royaliste sous la Vème République*, Paris, Syllepse.
- Ion J. (1997), *La fin des militants ?*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Joshua F. (2007), « Les conditions de (re)production de la LCR. L'approche par les trajectoires de militantes » in Haegel F. (ed.), *Partis Politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Lazar M. (1994), « L'invention et la désagrégation de la culture communiste », *Vingtième Siècle, Revue d'Histoire*, vol 44, n° 1.
- Le Dréau C. (2009), « L'Alliance pour la souveraineté de la France et l'émergence du militantisme souverainiste (1997-2002) », *Les Cahiers Irice*, n° 4.
- Lebourg N. (2010), *Le monde vu de la plus extrême droite. Du fascisme au nationalisme révolutionnaire sous la Vème République*, Perpignan, Presses Universitaires de Perpignan.
- Louis P. (1994), *Histoires des royalistes, de la libération à nos jours*, Paris, Jacques Gran-cher.
- Perrineau Pascal (dir.) (1995), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Paris, Calmann-Lévy.
- Taguieff P.-A. (1994), *Sur la Nouvelle droite. Jalons d'une analyse critique*, Paris, Des-cartes et Cie.

RÉFÉRENCES DOCUMENTAIRES

- Duprat F. (1972), *Les mouvements d'extrême droite en France depuis 1944*, Paris, Albatros.
- Duprat F. (1975), « L'opposition nationale en France de 1973-1975 », *Revue d'histoire du fascisme*, supplément n° 8.
- Leclerc G. (1974), *Un autre Maurras*, Paris, Presses Jurassiennes.
- Pons G. (1977), *Les rats noirs*, Paris, Jean-Claude Simoën.
- Renouvin B. (1975), *Le désordre établi*, Paris, Stock.
- Renouvin B. (1983), *Charles Maurras. L'Action française et la question sociale*, Paris, Lys Rouge.
- Renouvin B. (1997), *Une tragédie bien française, le Front National contre la nation*, Paris, Ramsay.
- Sicard P. & Hamel P. (1970): *Mao ou Maurras. Affrontement entre Philippe Hamel-Patrice Sicard*, Paris, Beauchesnes.
- Venner D. (1964), *Pour une critique positive*, Paris, Éditions Saint-Just, (paru sous anonymat).
- Vimeux P. (1975), *Le Comte de Paris ou la passion du présent*, Paris, Centre d'études de l'Agora.
- Wagner G.-P. (2000), *D'un palais l'autre*, Bouère, Dominique Martin Morin.